



*Observatoire de la Turquie  
15<sup>e</sup> séminaire*

# **Quelles configurations politiques de la question kurde ? Acteurs, enjeux et perspectives**

Paris, 19 mai 2016

autour de  
**Hamit BOZARSLAN**  
Directeur d'études à l'EHESS

Animé par  
**Didier BILLION**  
Directeur adjoint de l'IRIS

*Dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie  
de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie  
Ministère de la Défense*



## **PROPOS LIMINAIRES – DIDIER BILLION**

Parmi les nombreux facteurs qui marquent les évolutions chaotiques du Moyen-Orient et plus précisément l'environnement géopolitique immédiat de la Turquie, ce qu'il est convenu d'appeler la question kurde semble connaître de sensibles transformations qu'il n'est pas toujours simple de décrypter tant les points d'approches analytiques que les grilles d'interprétation sont multiples.

Pour mémoire et de façon elliptique :

- En Irak, se poursuit l'incontestable affirmation et enracinement de la région autonome kurde, même si la séquence de la fin du printemps et de l'été 2014 a suscité beaucoup d'interrogations sur la pérennité des structures politiques et administratives mises en place lorsque le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a eu de fortes difficultés à contrecarrer l'avancée de Daech.
- La Syrie, accueille probablement la situation la plus marquante avec la spectaculaire irruption du fait kurde si longtemps mis sous le boisseau par le régime baathiste. Les différentes initiatives de structuration politique des régions kurdes (proclamation d'une entité fédérale le 17 mars 2016), la capacité militaire des milices du Parti de l'union démocratique (PYD) indiquent des changements radicaux qui, peut-être encore plus que dans le cas de l'Irak, peuvent générer des modifications substantielles dans la région.
- En Turquie, la nouvelle séquence induite par la politique mise en œuvre par Recep Tayyip Erdoğan depuis le mois de juillet 2015 replonge le pays, ou une partie de celui-ci, dans une situation infiniment préoccupante avec l'affirmation de mouvements de radicalisation au sein même de certaines villes qui d'une part modifie la nature des dynamiques en cours, et qui, d'autre part, ne permet pas de réduire les mouvements de contestation à leur simple qualification de terroristes.

Au-delà de chacune de situations évoquées, l'une des principales questions qui se posent concerne la capacité des différentes entités kurdes (para-étatiques, militaires, partisans) à porter un combat transnational, au sens de la capacité à transcender les frontières étatiques telles qu'elles existent aujourd'hui.

De façon corrélative, on peut aisément discerner les fortes divergences politiques entre les Kurdes d'Irak, notamment les forces regroupées autour du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK) d'une part, et l'aile incarnée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et par extension le

PYD d'autre part. Qu'en est-il exactement ? Cela signifie-t-il une sorte de redistribution des cartes au sein de l'échiquier politique kurde ? Quels types d'antagonismes se sont cristallisés ?

Quelle tactique est mise en œuvre par la Turquie dans ce contexte de divisions intra-kurdes ? Qu'en est-il des relations avec le GRK dans la conjoncture ?

Une autre question, afférente aux précédentes, concerne l'Etat kurde. Y a-t-il, ou non, une perspective, une volonté, dans les moyen et long termes, de s'orienter vers cette perspective au sein des acteurs les plus influents ?

A propos de ces derniers, outre leur nécessaire typologie, peut-on considérer qu'il existe une ou de nouvelle(s) catégorie(s) d'acteurs, avec, éventuellement, un aspect générationnel. Ce qui semble évident dans les cas de la Syrie et de la Turquie, l'est beaucoup moins en Irak et en Iran. Qu'est-ce que cela peut induire, non seulement en termes de modes de mobilisation mais surtout de type de revendications ?

Voici quelques questions sur lesquelles cette 15<sup>e</sup> session de l'Observatoire de la Turquie se propose de réfléchir.

## **SYNTHÈSE DES THÈMES ABORDÉS PAR HAMIT BOZARSLAN**

Dans un environnement où les crises sont multiples et au sein duquel les repères sont instables, aussi bien dans le temps que dans l'espace, il est particulièrement complexe d'analyser la problématique kurde. La région, et plus spécifiquement l'espace kurde, sont en effet soumis à des dynamiques contradictoires d'unification et de fragmentation.

### **La problématique kurde : entre simplification et complexification**

Une simplification tout d'abord, car la question kurde a été historiquement déterminée par quatre acteurs étatiques – la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak – qui ont longtemps mis en œuvre un système répressif interne et un pacte sécuritaire régional explicitement dirigé contre le mouvement national kurde<sup>1</sup>. Aujourd'hui, en revanche, face au déclin historique de l'influence autrefois déterminante de Bagdad et de Damas, la question kurde se lit plus aisément et se détermine désormais à partir d'autres dynamiques.

---

<sup>1</sup> Il s'agit du Pacte de Saadabad co-signé en 1937 par la Turquie, l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan – ndlr.

Toutefois, l'émergence de deux entités autonomes kurdes, en Irak et en Syrie, et la réactivation de certaines matrices impériales, opérationnelles au 19<sup>e</sup> siècle, par l'Irak et la Turquie, s'affirmant comme des puissances qui pèsent indubitablement sur la problématique kurde, complexifient la situation. D'autant plus que l'Occident, créateur de nombreuses frontières modernes du Moyen-Orient, est désormais moins influent dans la région. *A contrario*, face à des puissances occidentales fatiguées et dépourvues de vision, La Russie accroît son influence, cherche à prendre sa revanche sur le 20<sup>e</sup> siècle et, finalement, participe à brouiller un peu plus la lecture de la situation.

### **2013-2014, la fragile pacification kurde**

En 2013-2014, la situation historique du Kurdistan s'est profondément modifiée. Pour mémoire, quelques rappels. En 1991, suite à la deuxième guerre du Golfe, une partie de l'Irak a été déclarée zone protégée et une autorité régionale kurde est née. En 2003, l'intervention américaine a contribué à consolider la position politique des Kurdes d'Irak. En 2011, la guerre civile syrienne éclate, puis, le 28 juillet 2012, suite à l'attentat de Damas qui a failli coûter la vie à Bachar al-Assad, le régime se retire des régions kurdes de Syrie.

Les années 2013-2014 donnent le sentiment que les Kurdes ne sont pas en guerre et que la violence armée semble désormais faire partie de l'histoire kurde et non de son présent.

Certes, l'Irak et la Syrie restaient plongés dans des guerres civiles mais n'avaient pas encore connu la foudroyante extension de l'Etat islamique du printemps 2014. En outre, ces guerres étaient largement confessionnelles, ou allaient le devenir. La question kurde était donc extérieure à ces conflits interarabes intraduisibles en langage politique kurde.

Celui-ci est double. Les Kurdes irakiens veulent établir une république patrimoniale – dominée par Massoud Barzani et la Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) –, plurielle et pacifique qui emprunte à la fois aux monarchies du Golfe et aux démocraties libérales bourgeoises. En Syrie, c'est un autre système politique qui se met en place. Inspiré de la théorie de la démocratie radicale, il est fondé sur la participation directe d'une part et l'hégémonie du Parti de l'union démocratique (PYD) d'autre part.

C'est donc bien une forme de pacification qui s'opère puisque, malgré les combats récurrents avec le Front al-Nosra et l'Etat islamique, l'espace kurde se trouve en dehors des conflits.

Ce phénomène est également sensible, sous une forme très différente, en Iran et en Turquie. En Iran tout d'abord, malgré des affrontements sporadiques, la trêve signée entre les autorités iraniennes et le Parti pour la vie libre au Kurdistan (PJAK) en 2011 est globalement respectée. Cette situation s'accompagne d'un net renouveau de la société civile kurde qui participe à alimenter l'espoir de

tourner définitivement la page de la violence.

La possibilité de dépasser les confrontations armées est aussi perceptible en Turquie, notamment lorsqu'en 2013 et 2014, des négociations ont été ouvertes entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'Etat. Cependant, deux blocs hégémoniques se font face. D'une part, le bloc turc dirigé par Recep Tayyip Erdoğan qui rassemble la bourgeoisie puritaine et conservatrice, les couches populaires, l'Anatolie conservatrice sunnite, une frange des intellectuels, et qui obtient entre 50 et 65 % des suffrages exprimés lors des consultations électorales. D'autre part, au Kurdistan, un second bloc hégémonique formé autour du PKK et du Parti démocratique des peuples (HDP), qui regroupe une partie des classes moyennes, une bourgeoisie kurde émergente et une significative proportion des populations urbanisées récemment. Entre ces deux blocs, et en dépit de la dérive autoritaire du régime turc, il est possible de concevoir un espace de dialogue raisonné. A l'été 2014, personne ne pouvait ainsi penser que la violence ferait brutalement son retour au Kurdistan, obligeant le bloc kurde à abandonner son illusion de paix athénienne, prohibant le recours à la violence, pour remilitariser le conflit et la société kurdes.

### **2014, année décisive de la remilitarisation de la société kurde**

L'affirmation de l'Etat islamique en 2014 annihile les espoirs d'une société kurde pacifiée. Au début de l'année, le mouvement djihadiste s'empare de Falloujah et de ses 350 000 habitants. Puis, au cours de l'été 2014, Mossoul – 1 300 000 habitants, 86 000 hommes armés – tombe et conforte les ambitions de l'Etat islamique qui s'en prend alors directement à l'espace kurde, notamment à Sinjar. Les revers subis mettent en exergue la fragilité de la construction étatique kurde.

La ville de Kobané constitue ensuite un nouvel objectif dans l'avancée stratégique de l'Etat islamique. Sa conquête lui aurait en effet permis de contrôler une grande partie de la frontière syro-turque, mais les Kurdes, épaulés par les livraisons d'armes et les bombardements américains, ont su lui résister. A partir de ce moment, le Kurdistan d'Irak prend la voie de la remilitarisation de la société et engage une reprofessionnalisation de l'armée. Cependant, contrairement aux guerres précédentes, l'ennemi n'est pas rattaché à un territoire et ne peut faire l'objet d'un discours et d'une stratégie classiques. L'Etat islamique possède une dimension insaisissable puisqu'il se passe des frontières et mobilise des dizaines de milliers d'individus provenant de Tunisie, de Libye, de Turquie, du Koweït, d'Europe, etc.

La crise de 2014 pose donc une problématique fondamentale : comment redéfinir le concept de kurdicité, initialement élaboré à partir de paramètres politiques du 20<sup>e</sup> siècle mais aujourd'hui caducs ?

## **Les erreurs de la politique étrangère turque**

L'absence de la Turquie, qui n'a pas défendu les Kurdes menacés par l'Etat islamique, est un fait marquant de l'année 2014. Au Kurdistan d'Irak, la Turquie a mis six semaines pour apporter son soutien, alors même que la ville de Sinjar est proche de sa frontière. La Turquie a aussi longtemps fait preuve d'une forme de complaisance à l'égard de l'Etat islamique, avant d'autoriser finalement 150 peshmergas d'Irak à traverser sa frontière pour aller combattre à Kobané.

Ankara a ainsi fait le choix de l'hostilité et non de la coopération et de la paix avec les Kurdes, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. La Turquie a négligé une opportunité historique qui aurait pu donner naissance à une alliance stratégique avec les forces kurdes.

Pour comprendre la dégradation préoccupante de la situation en Turquie il faut revenir en 2009, lorsque le professeur Ahmet Davutoğlu est nommé ministre des Affaires étrangères. Inspiré par des penseurs allemands du 19<sup>e</sup> siècle – la période du darwinisme social –, il estime, dans des travaux universitaires de médiocre qualité, que les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles ont été ceux de la modernité. Selon lui, l'époque actuelle est celle de la globalisation, de la guerre de tous contre tous, et il est nécessaire de pacifier les relations de la Turquie avec son ancien espace impérial. Dans son analyse, la Turquie est le seul sujet historique de l'ex-espace ottoman et se trouve, à ce titre, responsable du destin de ces territoires.

En décembre 2010, l'onde de choc politique révolutionnaire qui surgit dans le monde arabe surprend la Turquie. Mais rapidement, Ankara élabore une politique régionale de puissance appuyée sur les partis politiques islamistes, notamment les Frères musulmans en Tunisie, en Egypte, en Syrie etc. Or, les Frères musulmans perdent les élections en Libye, sont renversés par un coup d'Etat sanglant en Egypte et sont obligés de quitter le pouvoir en Tunisie.

Pour la Turquie, la politique d'affirmation qu'elle désire développer ne peut donc se concentrer que sur la Syrie. Mais, en élaborant une stratégie autonome de la Turquie, les Kurdes de Syrie s'imposent comme un sujet de l'histoire, déclenchent l'hostilité d'Ankara et la plongent dans de vives contradictions.

## **La fuite en avant de la politique turque**

En 2014, l'Etat turc négociait avec le PKK et il lui était alors malaisé de considérer ce parti comme un mouvement terroriste. Cependant, les deux parties n'attendaient pas la même chose de ces négociations. R. T. Erdoğan portait en réalité exactement la même logique que le Comité union et

progrès en 1914, avant le génocide. La logique de l'Etat voulait, en échange d'une forme d'acceptation culturelle (langue, chaîne de télévision, etc.) et de la reconnaissance d'erreurs passées, mettre les Kurdes au service du projet national et confessionnel turc, c'est-à-dire au service de la turcité et du sunnisme.

Le score du HDP aux élections législatives de juin 2015 (plus de 13 % des suffrages exprimés) a marqué une nouvelle étape dans la fuite en avant du régime turc vers une *vendetta* dirigée contre un ennemi de l'intérieur. A partir de ce moment, les zones urbaines kurdes ont été prises pour cibles, faisant parfois des dizaines de morts civiles. Graduellement, la Turquie abandonne toute forme de rationalité politique et tout mécanisme démocratique de contrôle et d'équilibre. Sous le coup des échecs politiques extérieurs et intérieurs, la Turquie glisse dangereusement vers la paranoïa. Une des expressions de cette dérive culmine avec la destruction de l'avion russe, le 24 novembre 2015.

La troisième génération de l'AKP a certainement participé à cette dégradation politique, alors que la première génération est aujourd'hui accusée de trahison et que la deuxième a été totalement éliminée. La troisième génération, qui ne provient pas de l'islamisme politique et des racines constitutives de l'AKP, estime que la Première guerre mondiale, guerre de l'Europe contre l'Empire ottoman, n'est pas terminée. Dans ce discours belliqueux, les maîtres mots sont « traîtres », « terroristes », « ennemis de l'intérieur » « ennemis de l'extérieur »... Les termes de « sang » et « d'ennemis » reviennent fréquemment dans la bouche de R. T. Erdoğan selon qui, seul le sang transforme le tissu en drapeau et seuls les martyrs transforment la terre en patrie.

### **La nouvelle guerre entre la Turquie et le PKK**

Quels sont alors les acteurs de cette nouvelle guerre ? Au cours des dernières années, une alliance s'est formée entre l'AKP, l'institution militaire, la droite radicale nationaliste (incarnée par le Parti d'action nationaliste – MHP) et les anciens kémalistes ultra-nationalistes ralliés à Recep Tayyip Erdoğan. Cette coalition, qui bénéficie d'un contrôle médiatique quasi-hégémonique, a pratiquement neutralisé la société. Dans la partie kurde, plusieurs acteurs interviennent, dont la jeunesse issue de moments de mobilisations successifs. Ces générations contestataires kurdes expliquent la féminisation du mouvement, en dépit de l'existence d'une société conservatrice, et son rajeunissement. Les Kurdes profitent d'une solidarité intergénérationnelle qui permet la transmission des expériences politiques et laisse une place importante aux avis des plus anciens. Dans un contexte de conflit ouvert, ce sont cependant naturellement les jeunes générations qui prennent l'initiative et qui mènent une lutte armée urbaine contre les forces turques, *de facto* considérées comme des forces d'occupation. En deuxième lieu, le PKK n'a pas disparu malgré les

affirmations du gouvernement d'Ankara qui comptabilise pour sa part 6 500 morts. En réalité, le PKK a probablement peu souffert de la guerre et est en réalité directement entré dans la phase actuelle du conflit depuis seulement 3 ou 4 mois. Désormais, la guerre a changé de dimension : ce sont, depuis plusieurs semaines, 4, 5 voire 10 soldats et policiers qui sont tués chaque jour.

Il existe aussi un troisième acteur, non assumé par le PKK, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) qui ont signé des attentats-suicides notamment à Ankara.

Enfin, il semble qu'une alliance régionale soit de mise. La Turquie ne pourrait se permettre d'abattre impunément un avion russe, ni d'entrer *de facto* dans une sorte de guerre froide avec l'Iran sans avoir des soutiens régionaux.

## **Conclusion**

Nous sommes aujourd'hui dans une période d'indétermination. Ce n'est évidemment pas une première dans la région, mais le changement fondamental provient d'une amplification de tous les anciens facteurs de déstabilisation traditionnels. Par exemple, alors qu'Al Qaeda ne mobilisait pas plus de 2 000 individus dans sa période d'affirmation, la mouvance djihadiste actuelle regroupe au bas mot probablement environ 200 000 individus. Facteur corrélatif, les frontières étatiques n'apparaissent plus déterminantes dès lors que les Etats coopèrent avec les milices. Les incertitudes demeurent donc. Recep Tayyip Erdoğan devient le seul véritable point de référence dans le débat politique turc, ce qui signifie que ses décisions prennent une importance nouvelle. Dès lors, les interrogations sont multiples. L'immunité des parlementaires turcs sera-t-elle levée ?<sup>2</sup> Y aura-t-il organisation d'un référendum pour instituer un régime présidentiel ? Quelle sera la politique européenne d'Erdoğan ? Que deviendra sa relation vis-à-vis de la Russie ? Finalement, comment l'élection présidentielle américaine va-t-elle impacter le monde musulman ?

## **SYNTHÈSE DES DÉBATS**

### **Quelle est l'influence de l'Iran sur la problématique kurde ?**

L'Etat iranien, tout comme l'Etat turc, cherche à contrôler l'espace kurde. Ainsi, l'Iran exerce de fortes pressions contre les Kurdes irakiens parce que ces derniers cherchent à s'émanciper de l'influence de Téhéran. Le facteur iranien joue donc un rôle majeur dans la crise politique qui

---

<sup>2</sup> Elle a été rendue possible lors d'un vote parlementaire le 20 mai 2016 – ndlr.

secoue actuellement le Kurdistan irakien.

Néanmoins, ni les Kurdes irakiens, ni d'ailleurs les Kurdes syriens, ne sont actuellement dans une logique de séparation. Dès les années 1990, les stratèges avaient prévu l'émergence de micro-territoires aux prérogatives étatiques, mais dépourvus du statut d'Etat, et c'est en effet ce qui se produit. La fragmentation engendre des entités de type étatique qui ne sont pas pour autant des Etats westphaliens, et qui n'ont donc pas d'espace de souveraineté reconnu.

L'Iran a massivement investi la Syrie. Il y a, de plus, de nombreux combattants chiites originaires d'Irak et d'Afghanistan et militairement organisés par la République islamique, présents en Syrie. La communauté alaouite a probablement perdu 100 000 hommes au combat et, de ce fait, perdu une partie de sa force procréatrice masculine. Au-delà des effets militaires, il y aura donc sans doute des transformations démographiques considérables en Syrie.

Un autre paramètre se cristallise de manière évidente. La radicalité chiite, territorialisée et fortement communautarisée, est susceptible, notamment à travers le Hezbollah, de constituer une force de coercition, qui malgré des pertes parfois considérables renforce en retour la communauté chiite. En retour, la radicalité sunnite tend inévitablement vers une sur-radicalisation, néfaste pour la communauté sunnite elle-même. On le constate avec les exemples d'Al Qaeda puis de l'Etat islamique. Aujourd'hui, les politiques développées par la Turquie et l'Arabie saoudite, qui ont initialement porté cette radicalisation, sont dévastatrices car même leur propre population, sunnite, est menacée. Le sunnisme ne peut être qu'une religion d'Etat, sans quoi il tend irrémédiablement vers l'extrémisme et devient destructeur. Cette dynamique est aussi bien visible en Syrie et en Irak qu'au Yémen.

### **Quelles relations le mouvement kurde entretient-il avec le régime de Damas ?**

Lors de la guerre civile au Liban, les observateurs évoquaient « la combinatoire libanaise » car il y avait une incertitude permanente sur la réalité des alliances, le régime de Damas n'hésitant pas à faire fluctuer celles-ci d'un jour à l'autre. Dans le cadre du conflit syrien, tout aussi délétère, il existe une alliance de fait entre le PYD et Damas.

Pourquoi le régime de Bachar al-Assad s'est-il retiré des régions kurdes ? La stratégie du régime syrien, jusqu'à l'attentat de Damas du 18 juillet 2012 qui a décapité une partie du régime, était triple. Il s'agissait de contraindre la communauté alaouite à lui renouveler son allégeance, d'obtenir la neutralité des Kurdes et de détruire la capacité de résistance de l'espace sunnite. A partir de juillet 2012, deux nouveaux paramètres sont à prendre en considération : le régime engage massivement l'aviation militaire d'une part et se retire des villes de peuplement kurde d'autre part afin de pouvoir

se consolider sur la capitale et sur les axes stratégiques. Dans le même temps, la Turquie et l'Occident ne cessaient d'armer l'opposition syrienne, laquelle n'était alors pas encore principalement djihadiste. Le régime syrien n'avait donc plus aucune raison de ne pas concéder au PYD les territoires hors de son contrôle.

### **Quel jeu pour la Russie au Moyen-Orient ?**

Le facteur russe revêt un poids considérable. Au cours de l'année 2015, le changement majeur dans le conflit syrien a certainement été l'affirmation de l'influence russe. Celle-ci s'est non seulement traduite sur le plan militaire mais aussi et surtout à travers l'expression d'une pensée stratégique opérationnelle. La nouvelle pensée militaire russe est donc à l'épreuve en Syrie, mais il est d'ores et déjà certain que la Russie sait produire une vision stratégique que l'Occident, pour sa part, a quasi totalement abandonnée. Certes, la France ou l'Allemagne ne se réfèrent plus aux logiciens stratégiques des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, mais elles n'ont pas su les remplacer, alors que la Russie peut parfaitement réutiliser ses repères passés.

Moscou a une influence capable d'impacter profondément la situation de la Turquie, et met ainsi en exergue la perte de rationalité politique turque, par exemple incarnée par l'épisode de l'avion russe de novembre 2015. Si l'on avait dû en effet abattre tous les avions qui violent l'espace aérien de pays souverains, alors l'humanité aurait certainement connu de multiples guerres mondiales nucléaires. La Turquie avait-elle mesuré le coût financier différé de 11 milliards de dollars de pertes, notamment dans le secteur touristique ? Une sorte de fuite en avant semble se cristalliser en Turquie, comme l'indique le point de non-retour fréquemment frôlé par le gouvernement dans ses relations extérieures, que ce soit avec Israël, l'Égypte ou la Russie.

Si la situation venait à s'aggraver, on peut parfaitement imaginer que s'affirme une alliance entre la Russie, l'Arménie, l'Iran, la Syrie, voire le PKK. On ne peut désormais plus écarter l'hypothèse qu'une partie du Moyen-Orient soit réorganisée sous l'égide de Moscou. Les enjeux stratégiques sont donc considérables, et ses intérêts bien compris auraient dû dissuader la Turquie de perdre un partenaire tel que la Russie.

Les Russes sont présents au Kurdistan d'Irak depuis 2004-2005. Ils livrent des armes et ont intérêt à ce que cet espace reste attaché à l'Irak pour pérenniser leur influence sur la totalité du pays. Mais ils sont aussi présents dans l'espace chiite irakien, qui voue un véritable culte à l'égard de Vladimir Poutine, ce qui constitue un incontestable facteur de puissance supplémentaire pour la Russie.

### **Faut-il relativiser la victoire électorale du HDP ?**

Le HDP a obtenu plus de 13 % des suffrages exprimés aux élections législatives de juin 2015 en Turquie en se présentant non pas comme un parti de la Nation – le parti refuse l'idée d'une Nation unique – mais comme le porteur de l'identité kurde et des valeurs démocratiques en Turquie. Les attentes à son égard sont très importantes. Cependant, d'un strict point de vue électoral, le vote non kurde du HDP ne représente sans doute pas plus de 2,5 % des suffrages obtenus par le parti. Il serait nécessaire, une fois pour toute, de prendre les études électorales turques au sérieux : de 1950 à 2016, à l'exception de 1973 et 1977, dans toutes les élections, les partis conservateurs ont obtenu de 60 à 65 % des suffrages. Nous savons par ailleurs que le vote alévi, depuis 1950, se porte pour sa part systématiquement sur le Parti républicain du peuple (CHP). Cela signifie en d'autres termes, que le potentiel d'un vote de gauche au sein de la communauté turco-sunnite est extrêmement étriqué. Pour que le HDP puisse espérer devenir un parti influent en Turquie, il faudrait qu'il y ait un vote turc, de préférence sunnite, qui s'élève à plus de 10 % et qui soit non confessionnel et non conservateur. Cette dynamique est loin de se réaliser, mais, sans-elle, le HDP, quelle que soit sa volonté, ne peut pas devenir un parti en situation de représenter des parties de toutes les composantes de la société turque.

### **Comment expliquer la militarisation du mouvement kurde ?**

Il faut revenir aux processus et aux déterminants sociologiques propres aux contextes de guerres et de résistances. Non seulement il est très facile, dans ce type de situation, de se procurer des armes, mais il y a en outre un processus d'apprentissage extrêmement rapide et un passage du statut de militant à celui de combattant qui ne dure parfois pas plus de trois mois. Cela est valable pour le conflit syrien : en 2011, 400 000 à 500 000 jeunes de 14-15 ans auraient appris à manier les armes rapidement.<sup>3</sup> Le PKK n'est certainement pas le seul acteur du mouvement kurde. En tant que noyau dur, les forces du parti sont très limitées (on estime que les combattants du PKK ne dépassent pas le nombre de 5 000, 2 000 en Turquie et 3 000 en Irak). Mais ce parti a engendré des dynamiques sociales et politiques qu'il ne contrôle pas, dont le HDP est une des expressions. Un exemple parmi tant d'autres : il n'était pas possible, il y a 7 ou 8 ans, d'être kurde et chanteur de rock sans être accusé par le PKK d'être un « dégénéré », alors même qu'aujourd'hui il y a des groupes de rock nationalistes kurdes qui se réfèrent au PKK. Ce dernier est devenu l'acteur de référence du mouvement kurde, dans la mesure où il est le seul capable de fixer les lignes rouges, tandis que le

---

<sup>3</sup> Par ailleurs, selon Hamit Bozarslan, l'étude de la biographie d'une quinzaine de militants d'Al Qaeda, permet d'assurer que le processus de radicalisation se compte en semaines.

HDP est l'acteur de représentation du mouvement kurde.

Il y a toujours eu une dialectique d'unité et de fragmentation dans le mouvement kurde, datant de la division de l'espace kurde entre l'Empire perse et l'Empire ottoman. Cette double dynamique a donné naissance à un espace pluriel, divisé, qui s'identifie aux quelques symboles du nationalisme kurde. Aujourd'hui, on peut avoir l'impression qu'il y a un système régional kurde qui fonctionne, structuré par deux acteurs : le PKK, qui a une forte influence sur le PYD et le PJAK, et le Gouvernement régional du Kurdistan en Irak.

La méfiance parmi les Kurdes irakiens envers la Turquie est désormais patente, alors même qu'en 2012-2013 ils étaient fortement pro-turcs.

A propos des TAK, on ne peut considérer qu'ils sont la projection du PKK. Il faut par exemple se souvenir qu'en 1993, 33 soldats turcs ont été tués, exécution commanditée non par le PKK mais par une branche dissidente dont le chef est aujourd'hui en prison. On peut constater que, dans l'ensemble des conflits contemporains, les processus de militarisation produisent des dissidences internes : ainsi le cas des massacres opérés par des milices juives en Palestine en 1948 qui n'étaient pas souhaités par le mouvement sioniste, du GIA en Algérie dans la décennie 1990, ou de l'insurrection d'une branche des Frères Musulmans de Hama en 1982. La logique de militarisation produit des fragmentations internes que personne ne parvient à maîtriser et il n'y a pas de raison, à cet égard, que le mouvement kurde constitue une exception.

### **Quel est le potentiel islamiste de la société kurde ?**

L'organisation terroriste Daesh est à l'origine un projet, nommé Ansar Al-Sunna, initié par un Kurde à la fin des années 90. C'est ensuite que cette force politico-militaire du Kurdistan d'Irak passe sous le contrôle d'Al-Zarquawi et prête allégeance à Ben Laden, puis, en tant que branche dissidente d'Al Qaeda, donne finalement naissance à l'Etat islamique. Aujourd'hui, le nombre de combattants kurdes au sein de l'Etat islamique ne dépasse probablement pas 300 personnes. Le potentiel islamiste radical au Kurdistan turc se circonscrit à l'électorat du Huda-Par, un parti politique qui est l'émanation du Hezbollah turc, qui n'atteint guère plus de 0,3 – 0,4 % des suffrages lors des consultations électorales auquel il participe. Au Kurdistan d'Irak, le radicalisme islamique a les faveurs d'une plus grande part de la population, autour de 15 %, mais celle-ci n'est pas impliquée à ce jour dans la lutte armée.

### **Quel est l'état d'esprit de l'armée turque ?**

L'armée turque est devenue assez illisible. Il n'existe ainsi quasiment plus d'études sociologiques sur l'armée depuis 2008-2009. Si on observe un net renouvellement générationnel, il est toutefois impossible de juger de l'état d'esprit des jeunes officiers. Dans le moment présent, l'armée ne semble pas vouloir sortir de l'ordre du pouvoir civil. Peu d'éléments nous permettent néanmoins d'anticiper comment l'armée agira demain. On sait, par les crises passées, que les interventions de l'armée ont eu lieu lorsque le pouvoir perdait sa capacité à maintenir son hégémonie et à contenir les violences sociales, comme en 1960 ou en 1980. Demain, si la violence venait à gagner Istanbul et d'autres centres urbains et si le bloc de l'AKP commençait à se désintégrer, il est difficile de prévoir la réaction de l'institution militaire.

A lire les textes internes de l'AKP, la violence des charges de ses leaders les uns contre les autres, il est aussi difficile de connaître l'évolution future de ce parti politique.

Enfin, la question de l'avenir des services de renseignement, le MIT, est toujours en suspens.

### **Quid de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ?**

L'UPK est aujourd'hui considérablement affaiblie. Son chef, Jalal Talabani est paralysé à vie, tandis que l'organisation est fragmentée en deux ou trois branches. A partir de 1996, l'UPK est *de facto* devenue une force politique inféodée au PDK. C'est une alliance qui a fonctionné, mais qui a toujours été très asymétrique et l'on peut aujourd'hui constater une sorte de fonctionnarisation de l'UPK, qui a accepté la prépondérance du PDK. La vie politique kurde irakienne est plurielle, mais il n'est absolument pas certain que le Goran, le troisième parti kurde d'Irak, puisse supplanter l'UPK en renégociant sa relation avec le PDK. Ce dernier a en réalité intérêt au renforcement de l'UPK pour avoir un interlocuteur fiable.

### **A quelle hauteur le cours du pétrole serait favorable à un Etat kurde viable ?**

On estime que le pétrole doit être à 70 dollars pour favoriser la pérennisation du Gouvernement régional du Kurdistan et pour assurer la stabilité. C'est aussi le souhait de l'Occident qui est effaré par la perspective d'une implosion de l'Arabie saoudite. La question du pétrole et de l'autonomie financière est éminemment liée à celle du contexte politique. Massoud Barzani aimerait passer dans l'histoire kurde comme celui qui a proclamé l'indépendance du Kurdistan. Mais il n'est pas certain que tous les responsables politiques kurdes le soutiennent, ni que ce soit dans l'intérêt des Kurdes d'Irak de quitter l'Irak aujourd'hui. De plus il est difficile d'anticiper la réaction de la Turquie, pays dont le Kurdistan dépend fortement pour ses besoins alimentaires. Rester dans le cadre national

irakien peut malgré tout représenter un parapluie – théorique – de protection. La question se pose finalement plus en termes politiques, qu'en stricts termes d'indépendance économique.

### **Quelle serait la position de la très probable future présidente américaine, Hillary Clinton, sur la question kurde ?**

Il n'est pas si certain qu'Hillary Clinton soit victorieuse. Elle fait face à un homme, Donald Trump, qui a fait le vide autour de lui et qui détruit tous les repères cognitifs. Lorsque l'on constate son impact sur le Parti républicain, mais aussi le fait que 44 % des électeurs de Bernie Sanders sont prêts à voter pour M. Trump, on ne peut qu'intégrer le doute sur l'élection de Madame Clinton.

Pour autant, on peut souligner que le gendre d'Hillary Clinton a une véritable connaissance du Kurdistan d'Irak, territoire au sein duquel il a enseigné et qui a fait l'objet d'un livre signé de sa plume. Je pense qu'Hillary Clinton mènera une politique prudente qui ne différera pas forcément de celle de son prédécesseur. Elle a certes affirmé sa volonté d'instaurer une zone de protection aérienne en Syrie, projet difficilement concevable sans coopération avec la Russie. Cette prudence sera d'autant plus forte que les Etats-Unis sont fatigués du Moyen-Orient. Le mouvement de retrait graduel et de désintérêt américains, à moins d'une catastrophe d'ampleur à l'image d'une attaque chimique terroriste ou d'une menace sensible d'Israël, devrait se confirmer. □

## **BIOGRAPHIE DE HAMIT BOZARSLAN**

Directeur d'études à l'EHESS

Docteur en Histoire (*Les courants de pensée dans l'Empire ottoman, 1908-1918*, sous la direction de François Furet, EHESS, 1992) et en Sciences politiques (*Etats et minorités au Moyen-Orient. La régionalisation de la question kurde*, sous la direction de Rémy Leveau, IEP de Paris, 1994), Hamit Bozarslan a été allocataire de recherche au Centre Marc Bloch (1995-1997) et « visiting fellow » à l'Université de Princeton (1998). Elu maître de conférence à l'EHESS en 1998, puis, en 2006, directeur d'études dans le même établissement, il a co-dirigé, avec Daniel Rivet et Jean-Philippe Bras, l'IISMM (Institut d'Etudes de l'Islam et des Sociétés du monde musulman) entre 2002 et 2008. Il est membre du comité de rédaction des revues *Cultures et Conflits* et *Critique internationale* et membre de la Société asiatique.

Ses travaux portent principalement sur l'histoire de la Turquie contemporaine, la question kurde, les questions minoritaires au Moyen-Orient, l'histoire et la sociologie de la violence au Moyen-Orient.

**Liste des participants :**

**Nevzat Arslan**

Premier conseiller, Ambassade de Turquie à Paris

**Luca Baccarini**

Chercheur associé, IRIS

**Marc Bernardin**

Président, Comité France-Turquie

**Ariane Bonzon**

Journaliste, *Slate.fr*

**Mathis Buis**

Assistant de recherche, IRIS

**Anatole Cansaran**

Conseiller

**Samuel Carcanague**

Chercheur IRIS

**Nevzat Ceylan**

Vice-président, Centre Hizmet

**Roger Daix**

Vice-président Eurasia, Thales international

**Jean-Marie Demaldent**

Professeur émérite de science politique, Université Paris Ouest Nanterre

**S.E. François Dopffer**

Ancien ambassadeur de France en Turquie

**Christian Gastaldi**

Direction de la Stratégie, TOTAL

**François Guérinet**

Analyste, ministère de la Défense

**Sami Kilic**

Journaliste, *Zaman France*

**Isabelle Lafargue**

Chargée de mission « Irak-Syrie », Département Afrique du Nord - Moyen-Orient, Direction générale des Relations internationales et de la stratégie, ministère de la Défense

**David Lamoisson-Chatre**

Juriste

**Paul Ottenat**

Etudiant, IRIS Sup'

**Mustapha Ozdemir**

Représentant à Bruxelles, MÜSIAD

**Ludovic Pages**

Analyste, ministère de la Défense

**Pierre Razoux**

Directeur de recherche, Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM)

**Ercan Saribasak**

Deuxième secrétaire, Ambassade de Turquie à Paris

**Valéry Sens**

Chargé de mission Bulgarie, Chypre, Roumanie, Turquie 5+5, Sous-direction Construction européenne et Alliance atlantique, Direction générale des Relations internationales et de la stratégie, ministère de la Défense

**Stéphanie Stern**

Chercheure, IRIS

**Jules Subervie**

Chargé d'études, Direction générale des Relations internationales et de la stratégie, ministère de la Défense

**Deniz Únal**

Économiste, Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)

**Pierre Wyss**

Fonctionnaire, Préfecture de Police de Paris